Cahier de doléances des orfèvres de Saint-Maixent (Deux-Sèvres)

Cahier de la communauté des orfèvres

1° Nous ne sommes plus à même de supporter la charge des impôts.

2° La cherté de nos besoins absolus et la médiocrité de nos bénéfices a mis des différences qui nous approchent plus de l'indigence que du pouvoir de continuer à remplir les besoins de l'Etat ; nos ressources sont tariées et nos plaintes sont fondées.

3° Le nombre des hommes trop multiplié que nous regardons comme un quatrième ordre, créé pour la perception des deniers royaux, n'ont cru bien remplir leur place qu'en imaginant les moyens de placer des impôts sur tout.

Cet ordre véritablement d'une grande charge à la société nous coûte en sus autant que la moitié des troupes.

4° Le peu de droit que nous avons d'être informé des dépenses qui sont à notre charge n'a pas peu contribué à nous amener au sort actuel.

5° Ce n'est plus de nos facultés que l'Etat peut espérer des ressources.

C'est pourquoi nous supplions Sa Majesté d'établir des droits sur les possessions des deux premiers ordres, comme sur celle du troisième et, suivant notre avis, par une imposition unique.

6° Nous désirerions que les receveurs de ces deniers fussent tenus de rendre compte de l'emploi qu'ils en pourraient faire.

7° Que les entrepreneurs de tous genres fussent sujets aux mêmes devoirs, et cautionnés dans leurs entreprises pour assurer le paiement de ceux qu'ils mettraient en oeuvre.

8° Nous croyons qu'il est proposable de demander l'abolition des tirages de milice par les maux et les alarmes qu'elle occasionne dans nos campagnes.

9° Cela nous conduit à demander que le congé par achat d'un soldat, soit accordé et à raison de ce qu'il a reçu d'engagement, et à raison du temps qu'il aura fait.

10° Que les troupes de l'État soient logées dans leur passage indistinctement chez les trois ordres puisqu'elles leur sont également nécessaires.

11° Que les invalides, par juste cause, reçoivent le tribut que la patrie leur devra.

12° Que les sommes assignées pour les collèges, hôpitaux, et autres lieux de ce genre, soient employées suivant et dans le lieu que la Constitution les a placées.

Tous nos désirs peuvent être remplis en considérant les soins que porte sur nous Sa Majesté ; la fertilité du royaume, le nombre des habitants et l'équité des coeurs sous l'auspice desquels nous adressons les voeux bienfaisants des plus humbles serviteurs.

A Saint-Maixent le premiers mars mil sept cent quatre-vingt-neuf.